

Loi sur l'asile : les députés LRM à l'épreuve du terrain

Le projet de loi sur l'immigration divise les partisans d'Emmanuel Macron entre « humanité » et « fermeté ».

LE MONDE | 04.04.2018 à 11h16 | Par Manon Rescan ([journaliste/manon-rescan/](#))

Au One More, bar à ping-pong et « bières du monde » du 11^e arrondissement de Paris, il y a les soirées stand-up, les soirées « blind test » et les soirées La République en marche (LRM). Ce lundi de mars, trois députés sont alignés sur la petite scène au fond du bar. Pacôme Rupin, Pierre Person, Aurélien Taché, trois « mousquetaires » macronistes de moins de 35 ans, mêmes cheveux bruns, même costume gris sombre, venus défendre la politique du gouvernement.

Au menu de la réunion organisée par le comité En marche du quartier : le projet de loi asile-immigration. L'examen du texte, qui doit rendre plus efficace la procédure de l'asile en France, commence mercredi 4 avril en commission à l'Assemblée nationale. Il s'annonce comme l'un des plus délicats pour la majorité. Le projet de loi est jugé « répressif » par des associations qui dénoncent un recul des droits des demandeurs d'asile. Il ne fait pas non plus l'unanimité entre les députés LRM. Ces derniers ont, par petits groupes, déposé de très nombreux amendements, fruit de longues semaines d'échanges avec les associations mais aussi avec leurs électeurs en circonscription, tiraillés entre ceux qui prônent plus de « fermeté » ou plus « d'humanité ».

« Vous jouez gros »

Sur la scène du One More, le député Pacôme Rupin assure que « *ce texte est un équilibre entre humanisme et maîtrise des flux migratoires* ». Prolongation de la durée d'accueil en centre de rétention, réduction des délais pour différentes procédures... Si des militants associatifs ne s'étaient pas invités à la réunion pour interpellier les députés sur ces propositions parmi les plus contestées du texte, elles n'auraient pas été abordées.

Dans ce quartier ancré à gauche, les militants LRM du 11^e arrondissement avaient orienté la discussion sur un volet moins polémique : l'intégration des étrangers en France. Aurélien Taché, député du Val-d'Oise, est en l'espèce le volubile héraut des « marcheurs » depuis la publication de son rapport, commandé par l'exécutif, à ce sujet. Une infime partie de ce travail enrichira le projet de loi de Gérard Collomb, mais ce document « *fait du bien* », glisse Richard Franco, « marcheur » investi sur les questions d'immigration qui s'est fait traiter de « *fasciste* » en distribuant des tracts sur un marché parisien. Lui qui voit pourtant tant de choses à changer dans le projet de loi du gouvernement...

Lire aussi : Loi sur l'asile : Collomb évoque des régions « submergées par des flux de demandeurs » ([/immigration-et-diversite/article/2018/04/04/loi-sur-l-asile-collomb-evoque-des-regions-submergees-par-des-flux-de-demandeurs_5280216_1654200.html](#))

Depuis que les premières copies du projet de loi Collomb circulent, les députés LRM sont sous le feu de ces critiques. A Angers, le 12 mars, c'est la deuxième fois que Stella Dupont et Matthieu Orphelin reçoivent des représentants associatifs sur ce thème. Les deux députés du Maine-et-Loire connaissent bien ces acteurs : dans leurs vies politiques antérieures, ils ont eux aussi œuvré pour un meilleur accueil des migrants. Elus sous les couleurs de la majorité, les voici en délicate position : critiques du projet de loi du gouvernement, mais mobilisés pour tenter d'adoucir la copie.

« *On vous avait prévenus qu'on ne vous ferait pas rêver* », rappelle en introduction Matthieu Orphelin. Face à lui, des acteurs sceptiques prêts au bras de fer. « *Vous jouez gros, si le texte ne bouge pas, nous aurons plus de difficultés à travailler avec vous à l'avenir* », prévient un membre de la Ligue des droits de l'homme. Les députés veulent convertir les associations à leur méthode, « *rompre avec le camp contre camp* », explique Stella Dupont, et prendre en note les propositions pour améliorer le texte. « *Se contenter d'être contre n'aurait pour conséquence que de faire voter le texte en l'état* », poursuit l'élue. Elle a signé une soixantaine d'amendements et M. Orphelin une quinzaine, dont certains directement issus de cette réunion. « *Bonne chance* », a glissé à la fin de la rencontre un curé qui s'occupe de populations précaires, « *parce que je ne pense pas que vous obtiendrez grand-chose* ».

Maîtrisé par les initiés, le sujet de l'asile est tentaculaire pour les profanes. « *On se croirait dans Les Douze Travaux d'Astérix* », lance l'une des participantes du « labo législatif » du député Laurent Saint-Martin, à Boissy-Saint-Léger (Val-de-Marne). Sur un tableau blanc, le parcours administratif du demandeur d'asile en France a été schématisé, de son arrivée aux recours possibles quand l'asile lui est refusé. « *Pour nous, c'est compliqué, alors pour des personnes qui ne parlent pas français...* », observe une participante.

« C'est oui ou c'est merde »

« *Donnez-moi votre sentiment sur le projet de loi* », lance le député à la vingtaine de présents. « *Il faut être honnête avec les gens* », estime Stéphane qui prend des notes, son ordinateur sur les genoux. Pour lui, en matière d'asile, « *c'est oui ou c'est merde, il ne faut pas faire attendre les gens. Si c'est oui, il faut les accueillir correctement, si c'est non, les reconduire dignement* », poursuit-il. Ici, les avis sont beaucoup plus partagés qu'à Angers ou à Paris sur la question de l'intégration des étrangers. Derrière Stéphane, un homme dont le grand-père « *a fui Mussolini* » s'interroge : « *Il faut être sûr que les gens qu'on va accueillir respectent les règles françaises* ». « *Dans certains quartiers difficiles, parce que ces gens-là iront vivre dans ces quartiers, on va ajouter du problème au problème* », s'inquiète un autre enfant d'immigré. « *Si on était dans un autre état économique, on n'aurait pas ce débat* », résume Stéphane.

Alexandra Valetta-Ardisson connaît fort bien ces voix sceptiques, majoritaires selon les enquêtes d'opinion. « *Pendant la campagne des législatives, je me suis pris le sujet en pleine face* », raconte l'élue d'une circonscription très particulière dans les Alpes-Maritimes. A l'est, la frontière italienne, et notamment la vallée de la Roya où un collectif d'habitants, dont le médiatique Cédric Herrou, accueille des migrants à leur arrivée en France. Au sud, la côte d'Azur et un score du Front national qui grimpe, alimenté par les craintes que suscite la crise migratoire. La députée, venue de la droite, ancienne assistante parlementaire de Michèle Tabarot, a en outre rencontré la police aux frontières « *maltraitée par la population parce qu'ils font leur job* ».

« *De par le terrain je suis obligée de défendre le côté plus ferme* », poursuit-elle. Elle sait aussi que la majorité ne peut pas laisser la fermeté au camp politique de son voisin de circonscription, le député Les Républicains Eric Ciotti. Entre ce dernier et Cédric Herrou, il y a un monde, et le cœur des débats qui animeront l'Assemblée nationale pendant les prochaines semaines.